

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 18 mai 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives à la gendarmerie et au statut de son personnel", a donné le 24 mai 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 18 mei 1994 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rijkswacht en het statuut van haar personeel", heeft op 24 mei 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid heb ik de eer om een advies te verzoeken binnen de bij artikel 84 van voornoemde gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn. Dit spoedeisend karakter vloeit voort uit de noodzaak om dit voorontwerp van wet, dat na de wetten van 18 juli 1991 en 24 juli 1992 de derde fase in de demilitarisering van de rijkswacht vormt en dat moet bijdragen tot een verhoogde veiligheid van de burger, zo snel mogelijk in werking te laten treden. Bovendien vereist de inwerkingstelling per 1 juli 1994 van het nieuwe tuchtstatuut van het rijkswachtpersoneel de snelle inplaatsstelling van structuren die aan dit statuut aangepast zijn".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Intitulé.

On placera l'intitulé du projet avant l'arrêté de présentation.

.../...

Dispositif.Article 1er.

Au d), les mots "modifiés par la loi du ..." doivent être omis.

Article 2.

Il serait plus clair de remplacer tout l'article 3. Le texte suivant est proposé :

"Art. 2. L'article 3 de la même loi modifié par la loi du 29 décembre 1975 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. La gendarmerie comprend :

- 1° un commandement général;
- 2° des unités territoriales;
- 3° une réserve générale;
- 4° des unités spéciales de police de la route;
- 5° des unités spéciales de surveillance, de protection ou d'intervention;
- 6° une ou plusieurs écoles;
- 7° des services d'appui administratifs et logistiques".

.../...

Article 3.

Au 1^o, il serait plus adéquat d'écrire : "... sont insérés après les mots "une ou plusieurs communes"".

Article 5.

Conformément à l'exposé des motifs, mieux vaut écrire à la fin de l'article 8 en projet : "... auprès des auditorats militaires".

La même observation vaut pour l'article 57 en projet (article 10 de l'avant-projet).

Article 13.

Il ne faut pas grouper les abrogations d'articles in fine, mais suivre l'ordre des dispositions du texte originel.

En outre, on mentionnera les textes modificatifs antérieurs. On écrira donc :

- "l'article 29, modifié par la loi du 5 août 1992 ...";
- "l'article 64, modifié par la loi du 18 juillet 1991 ...";
- "l'article 69, modifié par la loi du 18 juillet 1991 ...".

.../...

Article 16.

Au 3º, mieux vaut écrire :

"3º le paragraphe 2 devient le paragraphe 3".

Article 17.

1. Au 1º, on écrira : "... dans la phrase introductive, les mots ...".

2. Au 2º, il convient d'écrire : "au 2º, b), les mots ...".

3. Au 3º, mieux vaut écrire : "au 2º, le c) est supprimé".

Article 18.

On écrira :

"A l'article 3, 1er tiret, de la même loi ...".

Article 19.

Pour être plus précis, mieux vaut écrire :

.../...

"... qui ont ou ont eu la qualité de membre d'un service de police générale au sens de l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ou de membre ...".

Article 21.

On écrira plus simplement :

"1° le 1° est remplacé par : ...;

"2° au 2°, le mot ...".

Article 22.

Au 1°, on écrira : "... dans la phrase introductive, les mots ...".

Article 23.

Au 3°, mieux vaut écrire : "le paragraphe 3 devient le paragraphe 2".

Article 24.

Plutôt que de remplacer l'alinéa 1er de l'article 14 de la loi par un nouveau texte visant deux situations distinctes, mieux vaut le remplacer par deux alinéas consacrés à chacune de ces situations.

.../...

Article 27.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 8 juin 1978, ...".

Article 29.

A l'article 20 en projet, conformément à l'usage, il faut intervertir les subdivisions a) et b) et 1° et 2°.

Article 34.

Il ressort de l'exposé des motifs que le ministre doit conditionner son assentiment par le remboursement de tout ou partie des traitements perçus pendant la formation. Par contre, le texte est rédigé de telle sorte qu'il s'agirait d'une simple faculté.

D'autre part, la disposition en projet ne règle pas la manière dont le montant à rembourser est fixé, ni les modalités selon lesquelles le remboursement doit avoir lieu et que prévoit, pourtant, l'exposé des motifs.

.../...

Le texte doit être revu pour traduire exactement les intentions de ses auteurs.

Article 35.

1. Les alinéas 2 et 3, du texte proposé doivent être fusionnés comme suit :

"Le Roi fixe la procédure de cette mesure qui est prise par ...".

2. Il ressort du commentaire de l'article 35 de l'avant-projet que "le remboursement de tout ou partie des traitements perçus pendant la formation peut constituer une de ces conditions (lire : les conditions de la démission d'office)".

Le texte en projet confirme qu'il s'agit là d'une faculté pour le Roi ou le ministre, selon le cas. Encore toutefois convient-il de déterminer, dans le texte même, les conditions objectives dans lesquelles cette faculté peut s'exercer.

Il serait cependant plus logique de prévoir aussi bien à l'article 31 qu'à l'article 33 de la loi que le remboursement de tout ou partie des traitements perçus pendant la formation est obligatoire et, en tout cas, de prévoir le même régime juridique dans l'un et l'autre articles.

.../...

Article 41.

Le texte de l'article 46bis en projet prévoit que, pour être nommé adjudant ou adjudant-chef, il faut, non seulement remplir les conditions légales prévues par la loi, mais également être désigné pour un emploi correspondant à un de ces grades.

Le commentaire consacré à cet article n'indique pas selon quels critères cette désignation se fait. Il se borne à préciser que la nouvelle disposition innove par rapport au système antérieur suivant lequel la proposition se faisait sur la base de l'ancienneté.

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pas pu vérifier si les critères de la désignation faisaient l'objet de l'une ou l'autre disposition étrangère au projet qui lui est soumis.

Si tel n'était pas le cas, il conviendrait de compléter sur ce point l'article 46bis en projet.

Article 46.

A l'article 55, alinéa 2, en projet, mieux vaudrait écrire : "... depuis moins de cinq ans ..." au lieu de "... depuis cinq ans au plus ...".

.../...

Article 48.

L'alinéa 4 de l'article 59ter en projet n'est pas précis lorsqu'il vise "d'autres événements certifiables".

Le texte doit être revu.

Article 51.

Il faut écrire : "... 31, alinéa 2, 2°, et alinéa 3, ...".

Article 52.

Cet article appelle la même remarque que celle faite sous l'article 13.

En tout état de cause, on écrira :

"l'article 11, modifié par les lois du 31 juillet 1984 et 24 juillet 1992".

Article 58.

1. Au 2° de la disposition en projet, les expressions "Sous réserve ... et sans préjudice ..." sont équivoques.

.../...

Le texte doit être revu.

2. Au 4^o, il convient d'écrire :

"4^o le paragraphe 2, alinéa 2, qui en devient l'alinéa 4, est complété comme suit :

"jusqu'à la fin de la période de six ans en cours"".

Article 60.

1. Au 2^o de la disposition en projet, on écrira :

"2^o l'article 24, alinéa 1er, est remplacé par les alinéas suivants :".

2. Dans l'article 24, alinéa 2, en projet, on omettra les mots "en soi" qui sont sans portée normative.

En outre, mieux vaut écrire, in fine : "... aucune obligation autre que l'information réciproque visée à l'alinéa 4".

Article 62.

Cette disposition fait double emploi avec l'article 26 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps

.../...

opérationnel de la gendarmerie et portant démilitarisation de la gendarmerie.

Elle doit être omise.

Article 63 (devenant l'article 62).

1. Sous réserve des exceptions prévues par la disposition en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi il est dérogé aux règles ordinaires d'entrée en vigueur des dispositions législatives.

2. Le texte en projet prévoit que, pour les articles visés, le Roi fixe pour chacun d'eux, non seulement la date de leur entrée en vigueur, mais aussi "les modalités d'entrée en vigueur".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas, compte tenu des explications contenues dans l'exposé des motifs, la portée de ces termes.

Il s'impose que le texte ainsi que l'exposé des motifs soient plus précis.

Observations finales.

1. Conformément à l'usage, on écrira "Chapitre premier".

.../...

2. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet comme les articles en projet doivent être numérotés "Art. 2.", "Art. 3.", etc., non "Article 2.", "Article 3.", etc.

3. On désignera les alinéas auxquels il est renvoyé dans le texte de l'avant-projet par des chiffres arabes.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Gelet op de dringende noodzakelijkheid heb ik de eer om een advies te verzoeken binnen de bij artikel 84 van voornoemde gecoördineerde wetten voorgeschreven termijn. Dit spoedeisend karakter vloeit voort uit de noodzaak om dit voorontwerp van wet, dat na de wetten van 18 juli 1991 en 24 juli 1992 de derde fase in de demilitarisering van de rijkswacht vormt en dat moet bijdragen tot een verhoogde veiligheid van de burger, zo snel mogelijk in werking te laten treden. Bovendien vereist de inwerkingstelling per 1 juli 1994 van het nieuwe tuchtstatuut van het rijkswachtpersoneel de snelle inplaatsstelling van structuren die aan dit statuut aangepast zijn".

*

*

*

Binnen de korte tijd die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

Opschrift.

Men plaatse het opschrift van het ontwerp voor het indieningsbesluit.

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

In de bepaling onder d) dienen de woorden "gewijzigd bij de wet van ..." te vervallen.

Artikel 2.

Vervanging van het volledige artikel 3 zou de tekst duidelijker maken. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 2. Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 29 december 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 3. De rijkswacht omvat :

- 1° een algemeen commando;
- 2° territoriale eenheden;
- 3° een algemene reserve;
- 4° bijzondere eenheden belast met de wegpolitie;
- 5° bijzondere eenheden belast met toezicht, bescherming of interventie;
- 6° een of meer scholen;

.../...

7° administratieve en logistieke steundiensten"".

Artikel 3.

In de bepaling onder 1° schrijve men beter :
"... worden na de woorden "een of meer gemeenten" de
woorden (...) ingevoegd".

Artikel 5.

Overeenkomstig de memorie van toelichting schrijve
men aan het einde van het ontworpen artikel 8 : "... bij de
krijgsauditoraten op".

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen
artikel 57 (artikel 10 van het voorontwerp).

Artikel 13.

Op te heffen artikelen mogen niet aan het slot
worden samengebracht; men dient daarentegen de volgorde van
de bepalingen, zoals die in de oorspronkelijke tekst
voorkomt, in acht te nemen.

Bovendien make men melding van de vorige wijzi-
gingsteksten. Men schrijve dus :

.../...

- "artikel 29, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992 ...";
- "artikel 64, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991 ...";
- "artikel 69, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1991 ...".

Artikel 16.

In de bepaling onder 3°, schrijve men :

"3° paragraaf 2 wordt paragraaf 3".

Artikel 17.

1. In de bepaling onder 1° schrijve men : "... in de inleidende zin worden de woorden ...".

2. In 2° schrijve men : "in de bepaling onder 2°, b), worden de woorden ...".

3. In 3° schrijve men bij voorkeur : "in de bepaling onder 2° vervalt c)".

.../...

Artikel 18.

Men schrijve :

In artikel 3, eerste streepje, van dezelfde wet vervallen de woorden ...".

Artikel 19.

De tekst zou aan duidelijkheid winnen indien men hem als volgt zou stellen :

"... die de hoedanigheid hebben of gehad hebben van lid van een algemene politiedienst in de zin van artikel 2, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een lid ...".

Artikel 21.

De tekst kan als volgt worden vereenvoudigd :

1° de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt ;

2° in de bepaling onder 2° wordt het woord ...".

.../...

Artikel 22.

In de bepaling onder 1^o schrijve men : "... in de inleidende zin worden de woorden ...".

Artikel 23.

In de bepaling onder 3^o zou het beter zijn te schrijven : "paragraaf 3 wordt paragraaf 2".

Artikel 24.

In plaats van het eerste lid van artikel 14 van de wet te vervangen door een nieuwe tekst, die op twee verschillende situaties slaat, lijkt het beter dat lid te vervangen door twee leden, die elk over een van beide situaties afzonderlijk handelen.

Artikel 27.

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 juni 1978, ...".

.../...

Artikel 29.

In het ontworpen artikel 20 dienen, zoals gebruikelijk is, de onderverdelingen a) en b) en 1º en 2º onderling van plaats te worden verwisseld.

Artikel 34.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat de minister zijn toestemming moet doen afhangen van de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de tijdens de opleiding ontvangen wedden. Uit de tekst zou men daarentegen kunnen afleiden dat het hier louter om een mogelijkheid zou gaan.

Anderzijds zegt de ontworpen bepaling niets over de manier waarop het terug te betalen bedrag wordt vastgesteld, noch over de wijze waarop de terugbetaling moet geschieden, zoals nochtans in de memorie van toelichting wordt bepaald.

De tekst moet worden herzien ten einde de bedoeling van de stellers ervan duidelijk weer te geven.

Artikel 35.

1. Het tweede en het derde lid van de voorgestelde tekst moeten als volgt worden samengevoegd :

.../...

"De Koning bepaalt de nadere regels inzake die maatregel, die genomen wordt ...".

2. Uit de commentaar op artikel 35 van het voorontwerp blijkt dat de "gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de tijdens de opleiding genoten weddes (lees : wedden) één van die voorwaarden (lees : de voorwaarden van het ontslag van ambtswege) kan uitmaken".

In de ontworpen tekst wordt bevestigd dat het hier om een mogelijkheid gaat die naargelang van het geval voor de Koning of voor de minister openstaat. Nochtans behoren in de tekst zelf de objectieve voorwaarden te worden bepaald waaronder van die mogelijkheid gebruik kan worden gemaakt.

Het zou evenwel logischer zijn zowel in artikel 31 als in artikel 33 van de wet voor te schrijven dat de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de tijdens de opleiding genoten wedden verplicht is en in elk geval dezelfde regeling voor beide gevallen vast te stellen.

Artikel 41.

De tekst van het ontworpen artikel 46bis schrijft voor dat men, om tot adjudant of adjudant-chef te worden benoemd, niet alleen aan de bij de wet bepaalde voorwaarden moet voldoen, doch tevens moet worden aangewezen voor een ambt dat overeenstemt met één van die graden.

.../...

De commentaar op dit artikel vermeldt niet op grond van welke criteria de aanwijzing geschiedt. Er wordt alleen gepreciseerd dat de nieuwe bepaling een nieuwigheid invoert ten opzichte van de vroegere regeling, waarbij de voordracht geschiedde op grond van anciënniteit.

De Raad van State heeft, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, niet kunnen nagaan of de criteria inzake aanwijzing voorkomen in een andere bepaling die elders is opgenomen dan in het thans onderzochte ontwerp.

Indien zulks niet het geval is, behoort het ontworpen artikel 46bis op dat punt te worden aangevuld.

Artikel 46.

In het ontworpen artikel 55, tweede lid, zou het beter zijn "... sedert minder dan vijf jaar ... heeft verkregen" te schrijven in de plaats van "... sedert ten hoogste vijf jaar ... heeft bekomen".

Artikel 48.

De woorden "andere ... attesteerbare gebeurtenissen", die voorkomen in het vierde lid van het ontworpen artikel 59ter, zijn onvoldoende duidelijk.

De tekst moet worden herzien.

.../...

Artikel 51.

Men schrijve : "... 31, tweede lid, 2º, en derde lid, ...".

Artikel 52.

Omtrent dit artikel behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is gemaakt onder artikel 13.

Hoe dan ook schrijve men :

"artikel 11, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1984 en 24 juli 1992".

Artikel 58.

1. De uitdrukkingen "Onder voorbehoud van" en "onverminderd" in onderdeel 2º van de ontworpen bepaling zijn dubbelzinnig.

De tekst moet worden herzien.

2. In onderdeel 4º schrijve men :

"4º paragraaf 2, tweede lid, dat het vierde lid wordt, wordt aangevuld als volgt :

"tot aan het einde van de lopende periode van zes jaar".

.../...

Artikel 60.

1. In de ontworpen bepaling onder 2° schrijven men :

"2° artikel 24, eerste lid, wordt vervangen door de volgende leden :".

2. In het ontworpen artikel 24, tweede lid, dienen de woorden "op zich" te vervallen daar zij geen regelgevende waarde hebben.

Het zou bovendien beter zijn te schrijven :

"... heeft voor de Minister van Landsverdediging geen andere verplichting tot gevolg dan de wederzijdse informatieplicht bedoeld in het vierde lid".

Artikel 62.

Deze bepaling vormt een doublure met artikel 26 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht en houdende demilitarisering van de rijkswacht.

Zij moet vervallen.

.../...

Artikel 63 (dat artikel 62 wordt).

1. Onder voorbehoud van de uitzonderingen waarin de ontworpen bepaling voorziet, is het de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de gewone regels inzake de inwerkingtreding van de wetsbepalingen.

2. De ontworpen tekst bepaalt dat de Koning, voor elk van de opgenoemde artikelen niet alleen de datum van inwerkingtreding vaststelt maar tevens "de wijze van inwerkingtreding".

Gelet op de uitleg die wordt verstrekt in de memorie van toelichting is het de Raad van State niet duidelijk welke de betekenis is van die woorden.

De tekst alsmede de memorie van toelichting moeten duidelijker worden gesteld.

Slotopmerkingen.

1. Zoals gebruikelijk is schrijve men in de Franse tekst "Chapitre premier".

2. Behoudens artikel 1 moeten zowel de bepalingen van het ontwerp als de ontworpen artikelen "Art. 2", "Art. 3", enz. worden genummerd in plaats van "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz.

.../...

3. De leden waarnaar wordt verwezen in de tekst van het voorontwerp dienen te worden aangeduid met Arabische cijfers.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.